

Grenoble, le 23 mars 2026

**Rapport de l'inspection de l'environnement**  
Visite d'inspection du 10/03/2026

**Partie nominative**

**HIRSCH ISOLATION**  
**690 Route de la Sévenne**  
**38200 – VIENNE**

Affaire suivie par : Benjamin BRUN  
Téléphone : 0760734114  
Courriel : benjamin.brun@developpement-durable.gouv.fr  
Référence : 20260320-Is037-CT-RAP-HIRSCH-Vienne  
Code AIOT : 0006103240

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection du 10/03/2026 de l'établissement HIRSCH implanté 690 Route de la Sévenne à VIENNE. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

**Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

M. BRUN, Unité départementale de l'Isère, UD38\_U3SD, inspecteur de l'environnement

**Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

M. VANNSON - directeur

M. MAISONA – responsable maintenance

Le courriel d'échange avec l'administration est : cyril.vannson@hirsch-gruppe.com

| Rédacteur | Approbateur |
|-----------|-------------|
|           |             |

## **Rapport de l'inspection de l'environnement**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 10/03/2026 de l'établissement HIRSCH implanté 690 Route de la Sévenne à VIENNE, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Liste des équipements** - Référence réglementaire : article 6-III de l'AM du 20/11/2017
- **Formation/compétence des intervenants** - Référence réglementaire : article 5 de l'AM 2017
- **Mode d'exploitation du générateur de vapeur** - Référence réglementaire : notice fabricant E850-316-3
- **Qualité de l'eau d'alimentation** - Référence réglementaire : notice fabricant E850-316-3

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Grenoble, le 23 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HIRSCH ISOLATION  
690 Route de la Sévenne  
38200 – VIENNE**

Référence : 20260320-Is037-CT-RAP-HIRSCH-Vienne  
Code AIOT : 0006103240

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection du 10/03/2026 de l'établissement HIRSCH implanté 690 Route de la Sévenne à VIENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le groupe HIRSCH est un groupe autrichien qui compte actuellement 5 usines de production en France et 1500 salariés répartis sur 34 sites en Europe. Le site de Vienne fabrique des produits en polystyrène expansé. L'activité est exercée en continu (3\*7) du lundi au vendredi.

Cette inspection a concerné : le générateur de vapeur et le séparateur d'huile GA45. Une visite du site a également été réalisée.

#### **1) Synthèse de l'inspection :**

##### **1-0 ) Liste des équipements**

L'exploitant a présenté la liste, en date du 18/11/2025, des équipements soumis à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 (AM de 2017). Plusieurs erreurs ou incohérences ont été relevées (écart à l'article 6-III de l'AM 2017) :

- non mise à jour du tableau de suivi. Néanmoins, tous les équipements sont à jour des contrôles en service exigibles. En effet, les inspections et requalifications périodiques qui devaient être réalisées depuis la version du 18/11/2025 ont été réalisées (récipients Pauchard n° H970, Q4880 et séparateur

d'huile n°98847).

- régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) non précisé.

## 1-1 ) Le générateur de vapeur

### Caractéristiques

|   |  |   |
|---|--|---|
| Désignation : Générateur de vapeur à tubes de fumée           |  |   |
| Fabricant : BABCOCK WANSON                                    | N° de fabrication : 18524  | Fluide : Vapeur d'eau                                   |
| Régime de fabrication : Directive 2014/68/UE                  | Année de fabrication : 2020  | PS (bar) : 10<br>V (L) : 12740<br>Débit nominal : 7 t/h |
| Mode d'exploitation : Sans Présence Humaine Permanente (SPHP) | Référentiel d'exploitation : BW 7 Jours prévu par la notice (article 3 point II de l'AM du 20/11/2017) | Énergie : Combustible Gazeux                            |

Le générateur de vapeur est exploité du lundi au vendredi en continu. Il ne fonctionne pas le week-end. Pour l'application du II de l'article 3 de l'AM 2017 relatif au mode d'exploitation, les prescriptions applicables relèvent de la notice d'exploitation du fabricant (mode d'exploitation BW 7 jours).

### Situation réglementaire

L'exploitant a présenté la déclaration de conformité du 04/11/2020 : aucune observation

La déclaration et le contrôle de mise en service ont été réalisés : situation conforme au titre III de l'AM 2017. Le plan de contrôle N°18524Rev1 du 13/08/2022 a été consulté. Ce plan est conforme aux exigences applicables (guide AQUAP 2005-01).

L'équipement est à jour de vérification :

- Requalification Périodique : à venir en 2030
- dernière Inspection Périodique : 06/08/2024.

### Formation/compétence des intervenants (article 5 de l'AM 2017)

L'exploitant dispose d'une équipe de salariés formés en nombre suffisant. Ils sont habilités (tous les ans) par l'exploitant. La formation est renouvelée tous les 5 ans avec le fabricant. Par sondage, il a été consulté les dossiers de MM. MESONA et ATZENI. Il a été constaté que M. ATZENI n'a pas suivi la formation prévue (écart à l'article 5 de l'AM 2017).

### Mode d'exploitation :

Le mode d'exploitation est prévu et défini dans la notice fabricant E850-316-3 comme mentionné à l'article 3 point II de l'AM du 20/11/2017. L'exploitant a précisé qu'en cas d'alerte une intervention dans un délai compatible est assuré. Pas de remarques sur ce point compte tenu de la présence en permanence d'un rondier sur site.

### Contrôles périodiques des dispositifs de sécurité

Au démarrage le lundi, la réalisation des actions mentionnées aux points IV-5 à VI-7 de la notice n'appelle pas d'observation.

Des rondes de bon fonctionnement sont réalisées tous les jours (contrôles visuels indiqués au point IV-5 de la notice). Ces rondes et les résultats des essais réalisés sont consignés dans le cahier de chaufferie. Ils sont guidés par l'écran du module d'assistance à l'exploitation qui nécessite une validation pour chaque point. Un report d'alarme sonore est présent dans l'atelier de production.

Les tests semestriels des sécurités prévues au IV. 7. 4 de la notice (test en réel des sécurités de niveau d'eau très bas et test en réel du pressostat de sécurité d'excès de pression vapeur) sont réalisés par le fabricant BABCOCK. Sur site il a été consulté le dernier contrôle réalisé (23 février 2026). Toutefois, il a été constaté l'absence de contrôle entre septembre 2024 et septembre 2025. (écart au point IV. 7. 4 de la notice)

Soupapes de sécurité

L'équipement est protégé par 1 soupape de sécurité ARI tarée à 10 bars. La déclaration de conformité n'appelle pas de remarque.

Qualité de l'eau d'alimentation

La qualité de l'eau d'alimentation fait l'objet de contrôles journaliers. Tous les mois, pour la dureté une mesure comparative et, pour le contrôleur pH, un étalonnage de la sonde sont réalisés (point IV-7-2 de la notice). L'exploitant dispose des moyens nécessaires et il les met en œuvre. Les résultats sont mentionnés dans le cahier de chaufferie.

Tous les trimestres la société spécialisée ALOES réalise des analyses d'eau (rapport de février 2026 consulté). Dans le rapport S03-2026, il a été constaté que les préconisations du constructeur, en terme de concentration des substances suivies, mentionnées dans la notice spécifique au traitement de l'eau E850-315 ne sont pas prises en compte (écart à l'article 4-I de l'AM 2017). Par exemple, le pH doit être compris entre 11 et 12 alors que dans le rapport ALOES S03-2026, la valeur « cible E chaudière » est fixée entre 10 et 11,5. Les paramètres suivis doivent également être complétés (par exemple le suivi de la concentration en chlorures). (écart au point V de la notice E850-315-traitement de l'eau).

Visite de l'équipement

L'état général de l'équipement apparaît satisfaisant. Une démonstration des actions menées lors de la réalisation des tests des dispositifs de sécurité a été réalisée lors de la visite par M.Maisona. Aucune observation à formuler.

Les rondes journalières sont consignées dans le cahier de chaufferie par le personnel habilité, l'intégrité des scellements de la soupape de sécurité est effective, les inscriptions réglementaires (plaque d'identification et marquage des opérations de contrôle) sont correctes.

**1-2 ) Le séparateur d'huile PROFERRO**

Caractéristiques

| Désignation : séparateur d'huile |                           |               |
|----------------------------------|---------------------------|---------------|
| Fabricant : PROFERRO             | N° de fabrication : 98847 | PS (bar) : 15 |
| V (L) : 43,1                     | Fluide : Air              |               |

Situation réglementaire

L'exploitant a présenté les documents relatifs à la déclaration de conformité du 25/05/2007. L'équipement est à jour de vérification : dernière requalification périodique le 11/12/2017. Cet équipement devait faire l'objet d'une inspection périodique avant le 22/12/2025 selon le tableau de suivi relatif à la situation au 18/11/2025. Cette inspection a été réalisée le 10/12/2025.

Il est protégé par une soupape de marque SEETRU tarée à 14,5 bars (déclaration de conformité et tarage adapté). Aucune préconisation particulière dans la notice du constructeur.

## Visite de l'équipement

Aucune observation relevée.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Toutes les fiches de constats font l'objet d'une proposition de suites administratives.

#### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- la liste des équipements doit être remise en conformité

- la formation d'un rondier habilité doit être complétée,
- la périodicité du contrôle des dispositifs de sécurité prévue par la notice fabricant applicable au mode d'exploitation n'a pas été respectée entre septembre 2024 et septembre 2025,
- le suivi de la qualité de l'eau doit être rendu conforme à la notice du fabricant.

Suite aux constats réalisés, l'exploitant s'est engagé principalement à répondre dans les délais impartis et remédier à la remise en conformité de ses équipements. Un suivi des suites données aux écarts sera réalisé par l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 :

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 6-III de l'AM du 20/11/2017  |
| <b>Thème :</b> liste des équipements  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.<br>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. |
| <b>Constats :</b><br>Il a été constaté les erreurs ou manquements suivants dans la liste présentée le 10/03/26 : <ul style="list-style-type: none"><li>- non mise à jour du tableau. En effet, les inspections et requalifications périodiques qui devaient être réalisées depuis la version du 18/11/2025 ont été réalisées (récipients Pauchard n° H970, Q4880 et séparateur d'huile n°98847) mais n'ont pas été prises en compte,</li><li>- non précision du régime de surveillance : avec ou sans plan d'inspection.</li></ul>  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit remettre en conformité la liste des équipements précitée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |



**N° 2 :**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 5-I de l'AM du 20 novembre 2017   |
| <b>Thème :</b> Personnel d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. |
| <b>Constats :</b><br>Il a été constaté que M. ATZENI qui est habilité à la maintenance et à l'exploitation du générateur de vapeur n'a pas suivi la formation du constructeur prévue par la société HIRSCH.                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Réalisation d'une formation adaptée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 3 :**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Point IV-7-4 de la notice   |
| <b>Thème :</b> contrôle des dispositifs de sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>À faire tous les six mois : Effectuer les tests des sécurités suivants (limiteurs) :<br>a   Test en réel des sécurités de niveau d'eau très bas : par abaissement réel du niveau d'eau en chaudière. Ce test pourra être réalisé indépendamment brûleur à l'arrêt ou brûleur en marche, mais nécessitera l'arrêt de la pompe alimentaire.<br><br>b   Test en réel du pressostat de sécurité d'excès de pression vapeur : par augmentation de la valeur de la consigne de pression vapeur. Pour une plus grande rapidité, il est nécessaire de fermer le robinet de départ vapeur pour réaliser cet essai. |
| <b>Constats :</b><br>Les tests semestriels des sécurités prévues au IV. 7. 4 de la notice (test en réel des sécurités de niveau d'eau très bas et test en réel du pressostat de sécurité d'excès de pression vapeur) n'ont pas été réalisés entre septembre 2024 et septembre 2025.<br>Le dernier contrôle a été réalisé le 23 février 2026.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Respecter les périodicités de contrôle   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Aucune   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |
| <b>Proposition de délais :</b>   |

**N° 4 :**

|  |      |                |
|--|------|----------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Point V de la notice E850-315-traitement de l'eau   |      |                |
| <b>Thème :</b> Qualité de l'eau de chaudière   |      |                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tableau p10/12 de la notice E850-315-traitement de l'eau  |      |                |
| <b>bar eff.</b>  |      | <b>&lt; 12</b> |
| pH (à 25°C)  | --   | 11,0 à 12,0    |
| TH   | --   | 0              |
| TA   | °f   | 0,7 * TAC      |
| TAC  | °f   | 70 à 120       |
| Cl-  | mg/l | < 700          |
| µS/cm  |      | 4000 à 7000    |
| SiO2   | mg/l | < 200          |
| mg/l/°f  |      | < 2,0          |
| P2O5   | mg/l | 20 - 30        |
| SO32-  | mg/l | 40 – 80        |
| N2H4   | mg/l | > 1,0          |
|  |      |                |
| <b>Constats :</b><br>Dans le rapport S03-2026 de la société ALOES, il a été constaté que les préconisations du constructeur en terme de concentration des substances suivies, mentionnées dans la notice spécifique au traitement de l'eau E850-315, ne sont pas pris en compte. Par exemple, le pH doit être compris entre 11 et 12 alors que dans le rapport ALOES S03-2026, la valeur « cible E chaudière » est fixée entre 10 et 11,5. Les paramètres suivis doivent également être complétés (par exemple le suivi de la concentration en chlorures). |      |                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Régulariser/ modifier le suivi de la qualité de l'eau  |      |                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |      |                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |      |                |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |      |                |